

Paris, le 8 novembre 2019

La Confédération européenne des petites villes tire la sonnette d'alarme sur les conséquences de la baisse des budgets européens

L'Association des Petites Villes de France, présidée par Christophe Bouillon, Député de Seine-Maritime et Maire honoraire de Canteleu, et dont Pierre Jarlier, Maire de Saint-Flour, est le Président délégué, a co-signé ce jeudi, avec les associations d'élus de la Confédération des petites villes de l'Union européenne, la « Résolution de Teltow ».

A l'occasion de l'Assemblée Générale de la Confédération des Petites Villes de l'Union européenne, les élus ont organisé un séminaire de travail à Berlin, symbole de l'intégration européenne et de la réunification allemande, alors que seront célébrés le 9 novembre les 30 ans de la chute du Mur. Après des rencontres avec des Représentants de la Commission européenne à Berlin, au Ministère des Affaires étrangères, à l'Office franco-allemand pour la transition énergétique, ainsi qu'une délégation de Députés au Bundestag, les élus ont tenu leur assemblée générale dans la commune de Teltow, à l'invitation du Maire, Thomas Schmidt.

Conjointement aux représentants allemands de la DStGB et italiens de l'ANCI, les élus de l'APVF ont rappelé leur attachement à la construction européenne et affirmé, dans la continuité des engagements du Pacte des Maires, que les petites villes ont un rôle primordial à jouer dans la lutte contre la fracture territoriale, dans la promotion et la mise en œuvre de solutions de développement durable pour atteindre nos objectifs en matière de lutte contre le réchauffement climatique. L'urgence est territoriale autant qu'écologique et sociale.

L'APVF et ses partenaires européens ont rappelé qu'ils s'opposaient à la baisse des budgets européens, et notamment des fonds structurels. Les élus ont rappelé que des solutions constructives comme le déploiement de nouvelles ressources propres permettraient de maintenir le budget à défaut de l'augmenter, sans accroître la pression sur les Etats membres, ni les citoyens. Dans l'attente qu'un accord intervienne sur le budget pluriannuel de l'Union, l'APVF et ses alliés européens demandent la mise en place d'un plan d'urgence pour que les politiques actuelles soient prolongées en cas de retard dans les négociations. Les politiques de solidarité ne doivent pas servir de variable d'ajustement et ne peuvent compenser la faiblesse et l'insuffisance du budget européen.

L'Association des Petites villes de France se joint à la Confédération européenne pour demander à ce qu'une définition claire des concepts d'énergie « propre » et de développement « durable » soient retenue. Les élus se félicitent que ces éléments constituent d'importants piliers dans l'attribution des aides européennes de la prochaine Commission européenne, mais demandent qu'une définition concrète, applicable et claire soit rapidement adoptée pour permettre aux collectivités de travailler et de prendre leur part dans le « Green New Deal » voulu par la nouvelle Présidente de la Commission européenne.

Contact Presse

André ROBERT, Délégué général – 06 80 84 27 53 – arobert@apvf.asso.fr
Tugdual LE LAY, Conseiller Affaires européennes – 01 45 44 00 83 – tlelay@apvf.asso.fr

Association des petites villes de France

« Porter la voix des maires des petites villes »

L'Association des petites villes de France fédère depuis 1990 les petites villes de 2.500 à 25.000 habitants, pour promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire. Elle compte aujourd'hui près de 1200 adhérents, présents dans tous les départements de France métropolitaine et d'outre-mer.

